

Symposium sur les mobilités : Expériences francophones dans divers contextes minoritaires

Coordinateur principal : Emanuel da Silva

Gestionnaire de projet : Joey de Pax

Équipe de travail : Diane Farmer et Élise Quinn

Rapport final remis au Ministère de la Formation, des Collèges et Universités (MFCU) de l'Ontario le 28 juin 2013

Symposium tenu le 12 avril 2013 et subventionné par le CREFO et, en partie, par le MFCU, Direction des politiques et programmes d'éducation en langue française (décembre 2012 - juin 2013)

Mise en contexte

Compte tenu des pressions de la mondialisation, des changements économiques rapides et des flux migratoires (trans)nationaux, une réflexion sur la mobilité permet de repenser les rapports entre les individus (leurs identités et leurs expériences), leurs trajectoires à travers multiples espaces (discursifs et institutionnels, comme l'école et le travail, entre autres) et leur accès aux ressources (symboliques et matérielles) qui y circulent. Depuis longtemps, la mobilité est une réalité importante pour les francophones minoritaires qui négocient des frontières ethno-linguistiques, socio-économiques, régionales et (trans)nationales. Mais quelles formes de mobilités sont légitimées (i.e. par l'école, par le gouvernement, par les employeurs) et quelles sont jugées déstabilisantes ? Avec quelles conséquences pour qui ? Comment les espaces et les institutions francophones sont-elles en train d'être redéfinies ? Quels sont les liens entre la mobilité, la vitalité (des milieux et des parcours migratoires) et l'intégration socio-culturelle et économique des individus d'ici et d'ailleurs, en voulant dépasser un paradigme binaire et linéaire?

Le déroulement du symposium

Avec l'appui de la Direction des politiques et programmes d'éducation en langue française du Ministère de la Formation, des Collèges et Universités de l'Ontario (MFCU), le CREFO a organisé, le 12 avril 2013, un Symposium de recherche sur les mobilités et les expériences francophones dans divers contextes minoritaires. Le Symposium, gratuit et ouvert au grand public, a réuni une soixantaine de participant.e.s dans la bibliothèque de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario (IEPO) afin d'entendre des expertes et experts discuter des enjeux de la mobilité et de dialoguer avec eux. Pendant la journée plusieurs acteurs sociaux ont pris la parole – les représentants d'un regroupement pour les droits des étudiants franco-ontariens, les chercheurs, les étudiants, les directions d'établissements secondaires et postsecondaires, les décideurs œuvrant dans les ministères, les directions des organisations communautaires et des agences non-gouvernementales. De tels espaces de rencontre et de réflexion sont essentiels à la mobilisation des connaissances et à la construction de nouvelles visions des communautés concernées.

La journée de réflexion et de rencontre a été organisée comme suit. D'abord une séance d'ouverture avec quelques mots de bienvenue et la présentation des objectifs de la journée. Ensuite une conférence plénière et trois panels de discussion avec des périodes de questions, deux pauses et un repas pour faciliter le réseautage et les échanges. La conférence plénière, sur la mobilité des jeunes et des étudiants, a fourni un cadre comparatif en soulignant les enjeux des politiques européennes de promotion de mobilité. La présentation du répondant / modérateur invité a soulevé des questions sur les mêmes pratiques et politiques au Canada. Le premier panel, toujours sur le thème de la mobilité étudiante, a examiné différents parcours scolaires et migratoires des étudiant.e.s francophones du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et de l'international. Les présentations des chercheurs, des agents gouvernementaux et des étudiants ont soulevé des questions sur comment les institutions d'enseignement de langue française servent de vecteurs d'intégration et de rétention, ainsi que sur les choix stratégiques et les défis réels des étudiant.e.s, des institutions et des communautés en question. Le deuxième panel a examiné certains changements économiques qui touchent aux communautés francophones en situation minoritaire et comment la langue et l'identité sont des sources de défis et d'ouverture à l'employabilité et au développement économique. Les présentations des chercheurs et des agents communautaires ont souligné les différentes frontières naviguées par ces « franco-mobiles » et les ressources matérielles et symboliques distribuées à travers divers espaces (e.g. l'école, le travail, la communauté). Le troisième panel, sur la mobilité des jeunes et la mobilité interculturelle, comprenait plusieurs intervenantes du terrain et a examiné l'impact de la mobilité socio-économique, éducative et géographique sur les jeunes et les jeunes adultes en considérant davantage leurs capacités d'engagement social et interculturel.

Synthèse des discussions

Malgré le fait que la mobilité est une réalité qui touche à plusieurs domaines de la vie sociale, il n'est pas toujours facile d'avoir une discussion soutenue à travers ces domaines sur les enjeux spécifiques de la mobilité d'un contexte à l'autre. Mais cela reste un défi important auquel nous devons faire face en tant que citoyen.ne.s engagé.e.s et preneurs de décisions des milieux gouvernementaux, communautaires, entrepreneuriaux et académiques. Pendant cette réflexion sur la mobilité étudiante, la mobilité économique et la mobilité interculturelle, les grands thèmes qui sont ressortis peuvent se résumer en trois actions clés :

1) Comprendre le profil, les origines, les parcours et les besoins des étudiants, des travailleurs et des (im)migrants francophones en situation minoritaire. Une stratégie pour comprendre la complexité de leurs besoins, employée dans ce Symposium, est de réfléchir sur des études de terrain et des recherches ethnographiques, ainsi que d'entendre les expériences de ces personnes et des organisations communautaires avec qui elles interagissent.

2) Assurer l'accès équitable aux ressources matérielles et symboliques. Ceci a déjà été soulevé dans plusieurs conférences et certaines politiques publiques, telles que la Politique d'Aménagement Linguistique et le Symposium sur l'accès des francophones aux études postsecondaires en Ontario (2010, CREFO), entre autres.

3) Assurer que les institutions franco-canadiennes (gouvernementales, éducatives, économiques, communautaires) informent différents publics et s'informent sur différents publics. L'idée de portails de recherche et d'information (sur les programmes postsecondaires

en français, sur les bourses d'études, sur les transferts de crédit, sur les opportunités d'emploi, sur le processus d'immigration, etc.) a été soulevée comme un outil pour aider à faciliter l'accès et à mieux informer le public.

À partir des formulaires d'évaluation et des discussions soulevées pendant le Symposium, nous avons pu cerner quelques pistes de réflexion à développer dans l'avenir.

A. Que faire pour animer les franco-ontarien.ne.s, les migrant.e.s francophones nationales, les immigrant.e.s francophones internationales, et les francophiles à travailler ensemble pour exiger l'amélioration des services en langue française ? Quel est l'impact immédiat et futur sur, d'un côté, la vitalité de la communauté d'accueil, et, de l'autre côté, celle de la communauté d'origine ? De plus, comment ces personnes se reconnaissent-elles dans/sont-elles reconnues par les institutions des communautés « d'accueil » ? Comment les changements économiques et démographiques sont-ils en train de redéfinir les espaces francophones minoritaires ?

B. Comment naviguer ou diffuser les tensions entre répondre aux besoins des institutions et des employeurs francophones/bilingues/francophiles, d'une part, et ceux de la clientèle, d'autre part ? Liée à cette question est la tension plus générale qui existe entre les besoins spécifiques des individus et ceux des collectivités.

Diffusion

Le programme officiel est disponible [ici](#) et l'affiche du symposium [ici](#).

Cliquez [ici](#) pour lire le rapport final.